

Collectif National Droits de l'Homme Romeurope

ABCR (Association Biterroise Contre le Racisme) – **ALPIL** (Action pour l'insertion sociale par le logement) – **AMPIL** (Action Méditerranéenne Pour l'Insertion sociale par le Logement) – **ASAV** (Association pour l'accueil des voyageurs) – **ASET** (Aide à la scolarisation des enfants tsiganes) – **ASEFRR** (Association de Solidarité en Essonne avec les familles roumaines et roms) – **Association Solidarité Roms de Saint-Etienne** –

CAM (Comité d'Aide Médicale) – **CCFD-Terre solidaire** (Comité Catholique contre la Faible Développement) – **CIMADE** (Comité intermouvements auprès des évacués) –

CLASSES (Collectif Lyonnais pour l'Accès à la Scolarisation et le Soutien des Enfants des Squats) – **FNASAT-Gens du voyage** – **Hors la Rue** – **Imediat** –

LDH (Ligue des Droits de l'Homme) – **Liens Tsiganes** – **MDM** (Médecins du Monde) –

MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) – **Mouvement catholique des gens du voyage** – **PARADA** – **PROCOM** – **Rencontres tsiganes** –

RomActions – **Romeurope Val-de-Marne** – **Secours catholique (Caritas France)** – **SICHEM** (Service de Coopération Humanitaire pour les Etrangers et les Migrants) – **Une famille un toit 44** – **URAVIF** (Union régionale des associations voyageurs d'Ile-de-France)

Et les Comités de soutien de Montreuil, du Nord-ouest parisien, de St Michel-sur-Orge, de Meudon, le Collectif nantais Romeurope, le Collectif Roms des associations de l'agglomération lyonnaise, le Collectif de soutien aux familles roms de Roumanie, le Collectif des sans papiers de Melun, le Collectif dijonnais de soutien aux Roms



Paris, le 24 août 2010

INVITATION CONFERENCE DE PRESSE

Le jeudi 26 août 2010 à 11 heures

au siège de la FNASAT

59, rue de l'Ourcq - 75019 Paris – métro : Crimée

(Salle de réunion au deuxième étage)

Rapport Annuel Romeurope Sur la situation des Roms migrants en France

Le Collectif National Droits de l'Homme Romeurope publie son Rapport annuel sur la situation des Roms migrants en France en 2009-2010. Ce Rapport a une vocation d'observatoire des droits fondamentaux des Roms dans un contexte de migration sur le territoire français.

A l'heure où Romeurope publie ce rapport, des accusations très graves à l'endroit des Roms, lancées depuis les plus hautes sphères de l'Etat, ont valu à la France de vives critiques de la part de l'ONU, à travers le CERD (Comité des Nations Unies pour l'élimination de la discrimination raciale) et de la presse internationale, mais également une indignation généralisée exprimée par nombre d'organisations et de personnalités publiques. Les déclarations du Président de la République, après les événements dramatiques intervenus à Saint Aignan (Loir-et-Cher), font l'amalgame entre Gens du voyage, Roms, étrangers et délinquance et insécurité. Sur cette base, le gouvernement entend renforcer et justifier les politiques répressives à leur égard en France. Ces politiques, qui deviennent de fait ciblées ethniquement, se traduisent notamment par la multiplication des expulsions de terrains occupés par des Roms ou, en l'absence d'aires d'accueil, par des Gens du voyage. Elles ont pour corollaire un harcèlement policier accru à l'encontre de ces populations.

Ces politiques sont régulièrement dénoncées par des élus de droite comme de gauche qui, constatant que des familles sont laissées à la rue et empêchées de s'installer où que ce soit, évoquent une "politique ignoble". Dans le même temps, se multiplient les distributions d'OQTF (obligation de quitter le territoire français) et les renvois « humanitaires » dans les pays d'origine.

Outre son inhumanité, cette logique d'exclusion et d'expulsion aggrave les conditions d'existence et l'état de santé des familles. Ces aspects sont largement développés dans ce rapport.

Au moment où la rentrée scolaire se prépare, des milliers d'enfants roms voient bafouer leur droit à l'éducation. Le Collectif Romeurope constate que 5000 à 7000 enfants roms atteindront l'âge de 16 ans sans avoir été scolarisés. Les raisons de cette situation sont liées à des refus ou des retards au niveau des inscriptions, mais surtout aux expulsions récurrentes des lieux de vie sans apporter de solutions durables. De même, les expulsions à répétition ne favorisent pas le suivi médical des personnes et des enfants en particulier : ainsi, moins de 15% des enfants sont à jour de leur vaccination.

Romeurope réaffirme fermement les principes édictés par la Convention internationale des droits de l'enfant - aucun enfant ne doit être exclu du droit à l'éducation et à la santé en raison de son origine, de son lieu d'habitation, de son handicap ou de la situation administrative de ses parents – et attend des autorités françaises qu'elles mettent tout en œuvre pour assurer le respect de ce droit fondamental.

L'évolution actuelle des politiques et des discours est alarmante car elle accentue la précarité en même temps qu'elle favorise des comportements racistes ou xénophobes dont les Roms font, dès à présent, les frais.

Le Rapport sera présenté à la presse en présence de plusieurs représentants du Collectif Romeurope.

Il sera diffusé en France et en Europe dans les prochains jours.

Merci de bien vouloir confirmer votre présence.

Contact :

Marilisa FANTACCI – Coordinatrice Collectif National Droit de l'Homme Romeurope
Tél. 06-35-52-85-46
email: marilisa.fantacci@romeurope.org
www.romeurope.org